

## RETOUR SUR VOTRE DEBAT TRANSITION ENERGETIQUE

Date de votre débat : 29 juin 2013

Libellé de votre débat

Comité syndical du PNR

Préconisations citoyennes sur la transition énergétique en Pays de la Loire....

Quelle réaction de la part des élus locaux en espace rural ?

*Présentation des résultats de la concertation par la chaire du développement durable en Pays de la Loire  
(30 minutes)*

*4 ateliers débats par groupes de 10 personnes pendant une heure*

Nombre de participants : 43

Cochez les questions traitées lors de l'évènement :

Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ ?

Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ? Quels types de scénarios possibles aux horizons 2030 et 2050, dans le respect des engagements climatiques de la France ?

Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?

Quels coûts, quels bénéfices et quel financement de la transition énergétique ?

Quelle gouvernance ? Quel rôle notamment pour l'Etat et les collectivités ?

Les thématiques traitées (500 caractères maximum)

Le débat s'est articulé autour des propositions citoyennes récoltées dans le processus de concertation de la région des Pays de la Loire.

***Energies renouvelables***

***Réduction des consommations d'énergie***

***Intégrer les couts directs et indirects de l'énergie***

***Financer la transition énergétique***

***Mobiliser et concerter***

**Questions subsidiaires:**

Que pensez-vous de la démarche de concertation développée par la chaire du développement durable des Pays de la Loire ?

Ces propositions contribueraient-elles à faire évoluer les politiques locales, communales ou intercommunales ? pourquoi ?

Pensez-vous comme les chercheurs de la chaire développement durable de la région des Pays de la Loire qu'il faille mener les 5 recommandations de front ?

Les acteurs présents (500 caractères maximum)

42 élus du comité syndical

1 directeur d'association

l'équipe technique du PNR pour animer les 4 ateliers débat

Les points de consensus et les motifs (2500 caractères maximum)

**L'innovation et la recherche** doivent aller plus loin et être **portées par les politiques**

Il y a un réel **blocage** des politiques vertueuses par les **lobbies financier, pétrolier et nucléaire**. Les productions décentralisées d'énergie sont facteur de développement local mais intéressent peu l'Etat en raison du système de taxation français.

Il est nécessaire d'endiguer l'envol de la consommation de biens. PB : cela peut paraître contradictoire avec les enjeux économiques globaux. Les élus locaux doivent contribuer à la mutation de l'économie (plus verte)

**L'aménagement du territoire** conditionne également les économies d'énergie, notamment en matière de transport

**Coûts directs et indirects de l'énergie** : les intégrer est nécessaire, mais comment les chiffrer, qui peut le faire ? quel poids donner aux conflits ou pollutions liés à la production énergétiques ou à la destruction ou au déplacement d'espèces ?

Le nucléaire n'est pas facturé à son réel prix. Il en découle une perception exagérée du surcoût des ENR pour les consommateurs.

Jusqu'à quel niveau la société est capable d'accepter une augmentation des coûts de l'énergie ? quelle supportabilité économique du renchérissement de l'énergie ?

**Le financement de la transition énergétique** peut passer par l'épargne populaire, les économies générées à titre individuel, mais avec une avance de fonds issue des bénéfices des sociétés pétrolières

**Sujets transversaux** : quelque soit le sujet abordé, les participants retombent toujours sur les questions financières et de gouvernance ou de mobilisation des habitants

**Démocratie participative** : il faut donner plus de poids dans le processus décisionnel (dès l'amont) aux CESR et mobiliser des « conseils de la démocratie » à l'échelle locale, tout en réservant la décision finale aux élus.

**Sensibilisation** : proposer des formations, sensibilisations au plus près des citoyens : travailler à l'échelle des communes ou des comités de quartier, continuer sur l'éducation des plus jeunes également. Permettre aux individus de se projeter à long terme pour anticiper les coûts et les enjeux.

**les élus ne doivent pas craindre** les réticences des populations (exemple de l'extinction de l'éclairage public qui soulève au début des inquiétudes et mécontentement, mais à laquelle chacun s'habitue. Les habitants en tirent bénéfice et doivent le savoir.)

Les préconisations citoyennes peuvent être intégrées aux politiques locales (communales, EPCI), même si les 2700 personnes consultées étaient les plus motivées et représentent à peine 5 % des populations rurales).

Les élus affichent leur rôle de pilote et leur responsabilité dans l'éducation des populations et l'entraînement de la société dans un cercle vertueux par des projets de développement local.

Les élus plébiscitent la forme d'animation en comité syndical du débat en petits groupes. Elle permet une richesse des échanges une implication de chacun et devrait être renouvelée sur d'autres sujets.

Les points de dissensus et les motifs (2500 caractères maximum)

L'homogénéité du public explique peut-être la faible quantité de dissensus. Ont été retenus :

Le recours (ou non !) à une réglementation plus autoritariste

Le lieu des décisions : quelles décisions doivent-êtr prises à l'échelle locale ou à l'échelle nationale ? La gouvernance pose question. Les collectivités locales veulent avoir leur place et l'état assumer ses responsabilités.

Hiérarchisation des propositions citoyennes :

La chaire du développement durable en Pays de la Loire indique qu'il est nécessaire de mener **de front** l'ensemble des propositions citoyennes. Les élus locaux sont interrogés sur leur volonté/ capacité à mener tout de front.

A priori tous répondent **oui** dans un premier temps, puis 2 orientations se dégagent :

**11** voix pour « **mener tout de front** » mais en s'appuyant sur les **opportunités locales**, afin de faciliter la mise en œuvre et l'appropriation des actions (de ce fait selon les territoires, il peut y avoir une hiérarchisation différente des priorités d'action en gardant un objectif de brosse l'ensemble des problématiques)

30 participants finissent par hiérarchiser les propositions citoyennes :

Mobiliser : 18 voix

Réduire les consommations : 14 voix

Financer la transition : 11 voix

Développer les ENR : 9 voix

Intégrer les couts directs et indirects : 2 voix

Proposition :

La société foncière Chenelet propose aux communes des projets d'éco construction solidaire de logements sociaux. S'inspirer de cette démarche dans les territoires.

Fichiers joints (celui-ci doit peser moins de 2 Mo, les extensions autorisées : jpg, jpeg, gif, png) : lien vers le [diaporama introductif](#) et vers la synthèse des [préconisations citoyennes en pays de la Loire](#)

A renvoyer par mail à : Conseil Régional Centre : Mme Kapfer : [marie-agnes.kapfer@regioncentre.fr](mailto:marie-agnes.kapfer@regioncentre.fr)

Tél : 02.38.70.33.34